

Source : <http://www.euractiv.fr/section/aide-au-developpement/news/le-sommet-climat-francais-veut-faire-bouger-les-lignes-de-la-lutte-contre-le-changement-climatique/>

Téléchargement 09 12 2017

Le sommet climat français veut faire bouger les lignes de la lutte contre le changement climatique

Par : [Aline Robert](#) | [EURACTIV.fr](#)

5 déc. 2017



Le fondateur de Microsoft et philanthrope Bill Gates est attendu le 12 décembre au One Planet Summit [Will Oliver/EPA]

Adapter les règles plutôt que promettre des millions : deux ans après l'Accord de Paris, le combat contre le changement climatique a changé d'armes. Ses nouvelles cibles sont la finance et le droit.

Le sommet climat du 12 décembre semble entériner un changement d'approche dans la gestion du problème climatique, amorcé lors de la COP21 à Paris. Plutôt que de pousser les chefs d'État à s'engager distraitemment sur des milliards et des chiffres théoriques, l'Accord de Paris sur le climat incite toutes les parties prenantes à se mobiliser. Idéaliste au départ, cette approche a néanmoins marqué des points depuis deux ans. Les recours des citoyens contre les États peu ambitieux sur le sujet se multiplient, quand ce n'est pas les villes ou les multinationales qui font pression de leur côté.

[L'Espagne veut empêcher Iberdrola de sortir du charbon](#)

Le gouvernement espagnol met des bâtons dans les roues de l'électricien qui souhaite fermer deux centrales thermiques à charbon. Une attitude qui contrevient totalement à l'Accord de Paris sur le climat.

A Paris, une cinquantaine de chefs d'État, 4000 participants et 1000 journalistes sont attendus. Mais c'est surtout les représentants du privé qui feront la tête d'affiche : Bill Gates, Richard Branson, Arnold Schwarzenegger ou Leonardo Di Caprio. « Ce sera un sommet important pour dégager des solutions concrètes et développer les instruments de la finance climat » résume une source à l'Élysée.

L'objectif est clairement d'accélérer le mouvement de la lutte, deux ans jour pour jour après l'accord de Paris.

Pour cela, « il faut instiller des changements organisationnels, c'est la seule solution pour sortir de l'impasse » assure Pascal Canfin, à la tête du WWF France. Et c'est aussi le seul outil bon marché qui reste aux mains des États désargentés, et après le départ des États-Unis de l'accord de Paris qui creuse un sérieux trou dans la finance climat.

Un sommet climat à Paris en décembre pour compenser le manque d'ambition européenne

Le sommet français destiné à remobiliser sur le climat deux ans jour pour jour après la COP21 prend peu à peu forme. Finance verte et engouement de la société civile risquent néanmoins d'en faire un marché de Noël du greenwashing.

Des idées plutôt que des milliards

L'objectif des 100 milliards d'euros de financements climatiques par an entre le Nord et le Sud n'a en effet jamais été aussi éloigné que depuis que la première puissance économique mondiale s'est retirée des négociations.

Certes, incluant tout ce qui peut l'être, l'OCDE a en 2016 estimé que quelque 43 milliards de dollars étaient alloués à la lutte contre le changement climatique, mais les ONG contestent ce chiffre, qu'elles estiment plus proche de 20 à 30 milliards.

La COP23 met la pression sur la finance climat

Une semaine après le début de la COP23, qui se tient jusqu'au 17 novembre à Bonn, la question qui fâche s'est invitée sur le devant de la scène avec la journée consacrée à la finance.

En additionnant les contributions nationales des États membres, celle de la Banque Européenne d'Investissement et la sienne, la Commission européenne évalue de son côté à 20,4 milliards d'euros la contribution de l'UE. Un chiffre faible au regard des besoins, mais qui est aussi la contribution la plus importante de tous les pays développés, et de loin.

« Il faut que la finance privée prenne le relais. D'autant que les fonds existent ; il faut simplement les réorienter » assure-t-on à la DG Climat.

Imposer à la finance de dévoiler l'impact de ses investissements sur le climat

Pour cela, l'UE a un projet : imposer à la finance de rendre compte systématiquement de l'impact de ses investissements sur le climat. La proposition législative en ce sens devrait être proposée d'ici mars prochain par la Commission.

L'expérience a déjà été tentée en France, et la « task-force for climate disclosure » mise sur pied par

l'exécutif européen a convaincu la Commission de généraliser l'expérience. La Commission prévoit de dévoiler, lors du One Planet Summit, une feuille de route intégrant toutes les initiatives qui seront prises en ce sens, et qui devrait être validée lors du conseil européen de mars 2018 consacré à ces sujets. Un « changement de paradigme » destiné à orienter les investissements prioritairement vers l'action climatique.

En France, les assureurs qui se sont déjà pliés à cette contrainte montrent que le monde qu'elles financent entraînera un réchauffement climatique de plusieurs degrés ; une transparence qui devrait théoriquement faire réagir les investisseurs.

Un bonus aux projets verts grâce aux règles prudentielles ?

Les idées ne manquent pas pour réorienter la finance, au point que le Parlement européen pousse actuellement pour que les contraintes prudentielles des banques soient revues et corrigées en vertu de l'impact des investissements sur le climat. Les investissements « verts » présenteraient une rentabilité de facto plus importante s'il ne fallait pas garder en contrepartie de ces dépenses une part du capital en garantie.

La constitution en question

Les ONG plaident aussi pour que le droit change, à commencer par la constitution. La France prévoit déjà de réunir le congrès au premier semestre 2018 pour d'autres modifications ; la lutte contre le réchauffement climatique pourrait être intégré au texte constitutionnel à cette occasion, et l'annonce être faite le 12 décembre. Juridiquement, ce toilettage a un impact symbolique non négligeable. En France, la loi d'interdiction de recherche d'hydrocarbures a été examinée par le Conseil d'État, qui a souligné que le climat n'était pas dans l'intérêt général du pays dans son corpus juridique.

Le sommet One Planet Summit devrait aussi s'achever sur une douzaine d'engagements concrets sur des coalitions autour de thèmes ou de projet précis. Mais «les conclusions attendues seront courtes» prévient l'Élysée, qui tente d'éviter l'écueil des débats interminables.